

Les Iraniens votent, le 14 juin, pour un nouveau président, qui devra composer avec le Guide suprême, sur fond de récession et de tensions internationales

Iran : la présidentielle sous contrôle

Le 14 juin, les citoyens de la République islamique d'Iran vont se rendre aux urnes après huit années de présidence de Mahmoud Ahmadinejad. Le bilan du président sortant est au centre des débats, et son départ est, à quelques jours du scrutin, la seule certitude de ces élections. En dépit de la prééminence institutionnelle du Guide suprême de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, la fin du second mandat du président Ahmadinejad est un événement majeur dans les trente-quatre années d'histoire de la République islamique.

En effet, le président sortant a, par ses diatribes anti-israéliennes, sa faconde populiste, ses transgressions sur les principaux dogmes idéologiques légués par l'ayatollah Khomeyni (1902-1989) et sa personnalité clivante, contribué à la dégradation de l'image de l'Iran sur la scène mondiale et à la perte de crédit de la fonction présidentielle sur la scène politique. Pour les Iraniens, sa présidence restera d'abord marquée par le retour de la récession (une baisse du produit intérieur brut de 3% pendant l'année iranienne 2012-2013) – pour la première fois depuis la fin de la première guerre Iran-Irak (1980-1988).

Ensuite, sa réélection, en juin 2009, a provoqué la plus grave crise politique interne que la République islamique ait connue depuis sa fondation, avec une situation inédite : la contestation des résultats du scrutin par les opposants de l'intérieur, les partisans des candidats défaits Mehdi Karubi et Mir Hossein Moussavi.

Enfin, en dépit de réformes économiques saluées par le Fonds monétaire international (FMI) – comme le programme de suppression des subventions étatiques aux produits de première nécessité, remplacées par une allocation mensuelle à partir de 2010 –, les inégalités économiques se sont accrues au sein de la population pendant ces huit années de présidence.

Sur le plan international, la conférence sur l'Holocauste, organisée à Téhéran, en décembre 2006, marque un tournant dans la confrontation avec l'Occident. L'année suivante, pour la première fois dans son histoire, l'Iran, pays fondateur de la Société des nations (SDN), se retrouve l'objet de sanctions internationales contre son programme nucléaire qui n'empêcheront en rien sa poursuite, car le président les rejette comme des bouts de papier. Il compare alors le programme nucléaire à un « train sans freins ». Enfin, sa stratégie internationale, que l'on peut qualifier de « romantisme révolutionnaire », se fonde sur le renforcement des liens avec les pays non alignés, notamment avec les continents africain et sud-américain. Cette politique étrangère n'a pas permis la transformation de l'Iran en véritable pays émergent. Ainsi, le premier enjeu de ce scrutin est la sortie de la période Ahmadinejad.

Les huit candidats sélectionnés par le Conseil des gardiens se présentent d'ailleurs comme des candidats de rupture. Pourtant, après l'exclusion de la course de Rahim Mashaie, proche collaborateur du président sortant, et de l'ayatollah Raf-



Clément Therme

Membre associé du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Cadis) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est docteur en histoire internationale de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) et docteur en sociologie de l'EHESS. Il est l'auteur des « Relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979 » (PUF, 2012) et codirecteur de l'ouvrage « Iran and the Challenges of the Twenty-First Century » (Mazda Publishers, 2013).

sandjani, l'un des fondateurs de la République islamique, le Guide a indiqué aux candidats son ambition d'empêcher le prochain président de se présenter comme un concurrent. Leur mise à l'écart est aussi un moyen de délimiter le domaine réservé du Guide en matière de politique internationale, puisque ces deux candidats représentaient, pour des raisons différentes, des mouvances favorables à la mise en œuvre d'une autre politique internationale.

Au-delà de la dimension personnelle, on peut considérer que Saïd Jalili est le candidat du Guide, soutenu par la majorité du gouvernement d'Ahmadinejad, mais aussi et surtout par l'ayatollah Mesbah Yazdi, mentor d'Ahmadinejad et théoricien du gouvernement islamique. Sa principale différence avec Mashaie est son attachement à la « culture islamique » alors que, par ultranationalisme, le proche collaborateur du président avait montré son attachement à « l'école iranienne », allant même jusqu'à envisager l'établissement de rela-

tions avec le peuple israélien, un tabou dans la culture politique de la République islamique.

Concernant la faction Rafsandjani, la qualification d'Hassan Rohani [ancien négociateur sur le nucléaire, au profil modéré] pose la question de son entente, voire de la formation, encore possible mais non assurée, d'une coalition avec le candidat de la faction de l'ancien président réformateur Khatami, Mohammad-Reza Aref. La participation de Rohani à l'élection permet de limiter le risque d'une baisse de la participation à la suite de la disqualification de Rafsandjani. La présence de ces candidats dans le débat permet de préserver, du moins sur le plan formel, l'existence d'un pluralisme limité au sommet de l'Etat islamiste.

Certes, les discours contradictoires des candidats sur des sujets aussi divers que leur définition de ce que le Guide nomme « l'économie de résistance », la question des droits civils ou des relations avec les Etats-

Unis et la stratégie internationale du pays, montrent que l'on assiste à une libération de la parole politique en période de campagne électorale. Mais, au-delà de ce desserrement des lignes rouges habituellement imposées dans la sphère publique, la diversité des programmes politiques ne constitue pas une garantie de la capacité du président à imposer une véritable ligne politique alternative à la vision du Guide suprême. D'ailleurs, la plupart des candidats sont de fidèles collaborateurs du Guide (Haddad-Adel, Velayati, Jalili) ou d'anciens responsables d'organes sécuritaires, comme Ghalibaf, le maire de Téhéran, qui a été le chef de la police au moment des manifestations estudiantines de 1999.

Ces candidats bénéficient tous de l'approbation de la superstructure révolutionnaire de l'Etat issu de la révolution islamique. Cependant, il leur est impossible de transgresser certaines lignes politiques imposées par le Guide, comme la question palestinienne ou le programme nucléaire. Ainsi, personne ne peut briser le consensus sur le programme nucléaire parmi les candidats à la présidence de la République islamique. Tous les candidats ont pour objectif affiché de permettre à l'Iran de réaliser sa souveraineté nucléaire. Autrement dit, il s'agit de parvenir de manière indépendante à la maîtrise de l'ensemble des technologies nucléaires pour faire de l'Iran un Etat du seuil nucléaire. S'il y a incontestablement consensus sur l'objectif poursuivi, on peut s'attendre à des inflexions quant à la méthode diplomatique. En effet, pour les réformistes et les conservateurs pragmatiques, le nucléaire

est certes une cause nationale, mais la priorité du prochain président doit être la résolution des problèmes économiques du pays et une détente sur le plan interne pour sortir de l'ambiance sécuritaire. Ces factions sont d'ailleurs historiquement plus favorables à une approche réaliste des relations internationales qui, sans abandonner les idéaux de la révolution islamique, proposent une adaptation de la stratégie du pays aux réalités du système international post-guerre froide.

A propos de la stratégie régionale de l'Iran, la crise syrienne constitue l'un des domaines réservés du Guide, en raison du

Parmi les candidats, personne ne peut briser le consensus sur le programme nucléaire

caractère stratégique de cette alliance : la Syrie était, avant l'invasion militaire de l'Irak par les Etats-Unis en mars 2003, le seul allié arabe de la République islamique.

Ces relations sont décisives pour Téhéran, car elles permettent à l'Iran de maintenir une sorte de parité stratégique avec Israël face aux menaces de bombardements des installations nucléaires iraniennes. L'Iran n'est pas en mesure de riposter par voie aérienne à une attaque potentielle israélienne, il s'agit donc de protéger la route pour poursuivre les livraisons d'armes au Hamas et au Hezbollah libanais.

C'est l'une des raisons du soutien inconditionnel de Téhéran à Damas. Sans remettre en question la prééminence du Guide sur ce dossier, l'arrivée d'un candidat modéré pourrait aboutir à un rééquilibrage de la stratégie régionale de l'Iran vers un dialogue renforcé avec les Frères musulmans et une tentative de parvenir à un marchandage avec l'Occident : contribution de l'Iran à la stabilisation de la Syrie, de l'Afghanistan et de l'Irak en échange de plus de souplesse dans la limitation que souhaitent imposer les Occidentaux au programme nucléaire.

Après l'élection présidentielle contestée de juin 2009, le premier enjeu pour la République islamique est de sortir de la crise de légitimité liée à l'émergence du « mouvement vert » par une participation qui devra être supérieure à 60%. Il s'agit ensuite de maintenir l'ordre islamiste, car la magie de la campagne permet l'expression d'opinions contradictoires dans la sphère publique. Celles-ci peuvent, comme en 2009, se traduire par l'irruption de mouvements de protestation. Enfin, les candidats doivent susciter, sinon l'adhésion, du moins l'intérêt d'une partie de l'opinion en présentant des programmes politiques crédibles pour régler les problèmes économiques et sociaux du pays.

In fine, il ne s'agit plus de présenter l'Iran comme la meilleure des démocraties puisque encadrée par les normes islamiques, mais plutôt d'élire un président qui agisse en coordination avec le Guide, tout en présentant une image plus conciliante du régime sur la scène régionale et internationale. ■

Doute sur la pertinence des sanctions

CONCERNANT LES PRINCIPALES questions déterminantes pour l'avenir de l'Iran, les candidats expriment des opinions contradictoires, mais ils risquent, le jour venu, de ne pas être en mesure de mettre en œuvre leurs promesses électorales dans un contexte d'accroissement continu des sanctions américaines, européennes et internationales, qui grèvent le développement du pays. L'adoption par les Etats-Unis de nouvelles sanctions à deux semaines du scrutin présidentiel, visant le secteur automobile iranien, le second employeur du pays après le secteur énergétique, constitue d'ores et déjà un obstacle au redressement du pays.

Le régime des sanctions est systématiquement mis en avant par les autorités de la République islamique pour justifier la dégradation des conditions de vie qui touche la majorité de la population. Cependant, la mauvaise gestion a aussi sa part dans la période tourmentée que traverse l'économie iranienne, avec un taux d'inflation à plus de 30% et un taux de chômage en augmentation. Le candidat proche de Rafsandjani, Hassan Rohani, a d'ailleurs fait de la question de la jeunesse l'un des objectifs prioritaires de sa cam-

pagne. Il tente de rallier à sa candidature les étudiants, en dénonçant l'ambiance sécuritaire qui n'a cessé d'avoir cours dans les universités sous la présidence d'Ahmadinejad, et en insistant sur la nécessité de régler le problème des 900 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail sans trouver d'emploi.

Selon l'Economist Intelligence Unit (société de conseils indépendante liée au groupe The Economist), le produit intérieur brut pourrait baisser à nouveau de 1,3% pour l'année iranienne 2013-2014, après une baisse de 3% en 2012-2013. Cette récession s'explique principalement par l'effet des sanctions sur les exportations pétrolières du pays et la baisse de la consommation des ménages.

Une très forte inflation

Ainsi, à la suite de l'embargo mis en œuvre par l'UE, les exportations pétrolières iraniennes ont connu une baisse d'un million de barils par jour pour l'année 2012. Pendant cette année, les revenus pétroliers se sont élevés à un montant compris entre 45 et 50 milliards de dollars (entre 34 et 38 milliards d'euros) alors que, pendant la même période, les expor-

tations non pétrolières s'élevaient à près de 25 milliards de dollars.

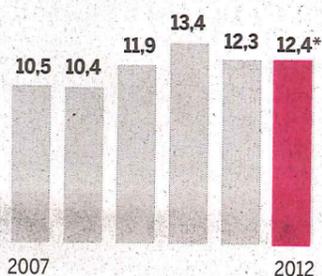
Par ailleurs, la valeur de la monnaie iranienne s'est effondrée de 80% depuis 2011, pour atteindre son niveau le plus bas en octobre 2012, 1 dollar équivalant alors à 35 000 rials. Cette dépréciation de la monnaie nationale a entraîné une augmentation significative du taux d'inflation, estimé à plus de 30% en 2012.

Malgré ces difficultés, les réserves en devises du pays restent suffisamment élevées (de 70 à 80 milliards de dollars) pour permettre de couvrir les importations pendant plusieurs mois, alors que les autorités iraniennes éprouvent des difficultés croissantes pour maintenir le niveau des échanges commerciaux avec les partenaires économiques du pays.

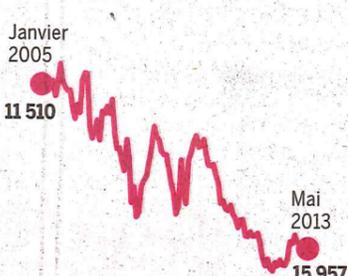
Faut-il pour autant évaluer l'efficacité de la politique des sanctions à la seule aune des statistiques négatives de l'économie iranienne ? Il ne s'agit pas de nier les conséquences négatives de ces mesures pour le développement économique de l'Iran, mais plutôt de remettre en question la pertinence d'une telle stratégie au regard de l'objectif fixé, obtenir que Téhéran amende sa politique nucléaire. ■

Une économie fragilisée par les sanctions internationales

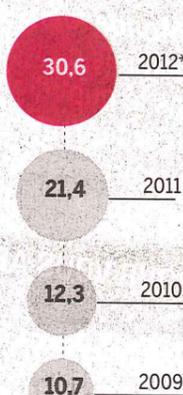
TAUX DE CHÔMAGE, en % de la population active



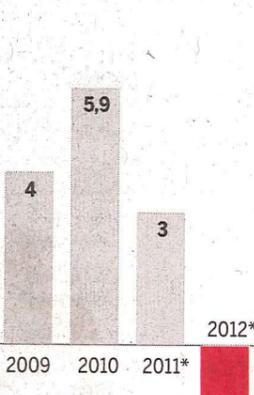
COURS DE L'EURO EN RIALS IRANIENS (échelle inversée)



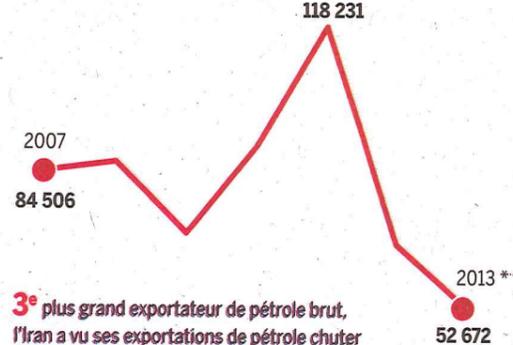
INFLATION DES PRIX À LA CONSOMMATION, en %



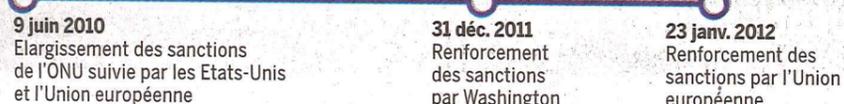
COISSANCE DU PIB, en %



EXPORTATION DE PÉTROLE IRANIEN, en milliards de dollars



Les sanctions infligées à l'Iran en raison de son programme d'enrichissement d'uranium



* Estimations

** Prévisions

SOURCES : FMI ; BANQUE DE FRANCE ; EIA